



## Communiqué de presse

**Sous embargo jusqu'au Lundi 29 avril 2013 à 8h GMT**

### **Nouvelles menaces pour la participation citoyenne mettant en péril la démocratie et le développement à l'échelle planétaire**

Un nouveau rapport montre que malgré les promesses politiques visant à protéger la société civile, les conditions de l'action citoyenne empirent dans de nombreux pays. *L'Etat de la Société Civile 2013*, publié par CIVICUS, l'alliance mondiale de la société civile, catalogue les expériences des citoyens militants et des organisations non gouvernementales à travers le monde.

S'appuyant sur les articles de près de 50 experts du monde entier, le compte-rendu de cette année tranche singulièrement par rapport à l'optimisme exprimé dans celui de l'année dernière. L'euphorie et la positivité du Printemps Arabe se sont envolées pour laisser place au chaos, à la corruption et à la répression de la société civile qui ont suivi en Egypte, en Libye et en Tunisie. Alors qu'une société civile brillante et indépendante est considérée comme une pierre angulaire essentielle au bon fonctionnement de la démocratie, les conditions pour la société civile ont empiré dans de nombreuses régions du monde au cours de l'année passée, notamment :

- Des militants de la société civile continuent d'être attaqués. 75 dirigeants syndicaux ont par exemple été tués à travers le monde (notamment en Amérique Latine, où la **Colombie** constitue la principale source de préoccupation) et quelques 800 cas d'attaques à l'encontre d'auteurs et de journalistes ont été enregistrés dans 108 pays.
- Des militants de la société civile ont été mis en prison pour avoir critiqué les politiques officielles dans des pays tel que le **Bahreïn**, le **Cambodge** et l'**Ethiopie**.
- De retour chez eux, des activistes du **Bahreïn** et du **Sri Lanka** ayant pris part à la session du Conseil des droits de l'Homme à Genève ont été menacés de représailles.
- Des lois répressives qui enchaînent la société civile ont été adoptées par de nombreux pays, entravant le droit de réunion pacifique en **Azerbaïdjan**, au **Bahreïn**, au **Canada**, en **Malaisie** et en **Russie**, et donnant à l'Etat le pouvoir de déclarer une organisation de la société civile illégale au **Kenya**, en **Tanzanie** et en **Ouganda**.
- Des restrictions sur l'accès au financement étranger pour les organisations de la société civile sont actuellement envisagées dans des pays comme le **Bangladesh** et la **Russie**.
- Des organisations de la société civile qui soutiennent le développement international ont vu diminuer le financement en provenance de nombreux pays donateurs comme le **Canada**, les **Pays-Bas** et la **Nouvelle-Zélande**.
- Près d'un tiers des internautes du monde entier ont dû faire face à des restrictions nationales de leur liberté de communiquer, et ce dans plus de 45 états, tout particulièrement en **Chine** où de telles restrictions ont été imposées.
- Des militants pour les droits des homosexuels à travers le monde ont subi de nouvelles restrictions, notamment en **Lituanie**, en **Moldavie**, en **Russie** et en **Ukraine**.

Alors que l'attention du monde se concentre sur le développement économique et sur le cadre post Objectifs du Millénaire pour le Développement, le rapport de cette année porte une attention particulière à "l'environnement favorable" pour la société civile. Malgré des garanties politiques de haut niveau concernant le caractère essentiel d'une société civile indépendante dans les procédures de développement, le rapport souligne des mesures défavorables qui mettent en péril l'aptitude des acteurs de la société civile à contribuer efficacement aux processus de développement, à pousser les gouvernements à rendre des

comptes, et à définir les objectifs de développement mondial. Le développement doit mener à une vie à l'abri de la peur et à l'abri du besoin.

Malgré les défis auxquels est confrontée la société civile, le rapport met aussi en évidence les bonnes pratiques à travers le monde qui alimentent l'optimisme quant à l'avenir. La société civile maintient un niveau élevé de confiance publique, régulièrement mieux classée dans les principales études que les gouvernements, les entreprises ou les médias, et capable de trouver des moyens innovants pour s'attaquer aux problèmes sociaux les plus épineux.

**Dhananjayan Sriskandarajah**, Secrétaire Général de CIVICUS, déclaré : «Presque tous les gouvernements du monde disent vouloir une société civile forte mais la plupart d'entre eux ne remplissent pas leurs engagements. En 2012, les choses semblent s'aggraver plus qu'elles ne s'améliorent pour la participation citoyenne. Alors que nous nous dirigeons vers de nouveaux objectifs de développement mondial, il serait désastreux de ne pas promouvoir davantage un environnement favorable pour la société civile.»

Dans son avant-propos du rapport, **Jay Naidoo**, ex-ministre sud-africain, a indiqué : «Aujourd'hui, alors que nous sommes au bord du gouffre, nous observons une effervescence grandissante dans le monde. C'est cette distance et ce détachement entre les dirigeants et leurs citoyens qui a conduit les peuples à descendre dans les rues ; du Printemps Arabe au combat acharné des étudiants pour l'éducation gratuite au Chili et au Québec, en passant par la lutte anti-corruption en Inde et la lutte meurtrière des mineurs de Marikana en Afrique du Sud pour des salaires convenables.»

Note aux rédacteurs :

1. **CIVICUS : Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne** est une alliance mondiale de la société civile. Créée en 1993 et basée à Johannesburg, CIVICUS se consacre au renforcement de l'action citoyenne et de la société civile à travers le monde, en particulier dans les régions où la démocratie participative et la liberté d'association des citoyens sont menacées. CIVICUS compte plus de 1000 membres et partenaires présents dans plus de 100 pays. Pour plus d'informations, voir [www.civicus.org](http://www.civicus.org).
2. **Le Rapport sur l'Etat de la Société Civile** est la principale publication annuelle de CIVICUS. Le rapport complet de 350 pages comprend près de 50 articles d'experts et de chefs de file de la société civile du monde entier. En plus du rapport, CIVICUS publie l'ébauche d'une méthodologie pour un Indice de l'Environnement Favorable (IEF) qui vise à mesurer à quel point les pays du monde réussissent à mettre en œuvre des conditions favorables pour la société civile. Le rapport ainsi que les pièces justificatives seront disponibles en ligne à partir du lundi 29 avril à 8h GMT sur <http://socs.civicus.org>.
3. Ces dernières années, plusieurs **engagements internationaux** ont confirmé le caractère essentiel d'une société civile brillante pour promouvoir la démocratie et le développement. Par exemple, dans le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement, 160 pays et territoires ont conclu un accord pour mettre en œuvre des engagements afin de permettre aux organisations de la société civile de tenir un rôle indépendant en tant qu'acteurs du développement, en mettant l'accent sur un environnement favorable. En mars 2012, 70 Etats membres des Nations Unies ont approuvé une résolution au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies qui engage leurs responsabilités pour établir des conditions qui protègent les défenseurs des droits de l'Homme.
4. **Lancement.** Le lancement officiel du rapport aura lieu au siège de CIVICUS (24 Gwigwi Mwerbi Street, Newtown, Johannesburg, Afrique du Sud) à 10 heures heure locale le lundi 29 avril 2013.

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

Kiva LaTouche [kiva.latouche@civicus.org](mailto:kiva.latouche@civicus.org), Tel: +27 11 833 5959 (ext. 127) or +27 76 032 2992  
Ciana-Marie Pegus, [ciana-marie.pegus@civicus.org](mailto:ciana-marie.pegus@civicus.org), Tel: +27 11 833 5959 (ext. 122)

FIN